

Regards croisés

**Javier FERNÁNDEZ SEBASTIÁN y Juan Francisco FUENTES (dirs.),
Diccionario político y social del siglo XX español, Madrid, Alianza
editorial, 2008, 1.395 p.**

• François GODICHEAU et Jordi CANAL

L'OUVRAGE COORDONNÉ par les professeurs Fernández Sebastián et Fuentes fait suite à un volume paru en 2003 sur le XIX^e siècle, mais sur le plan du nombre d'articles (125), de contributeurs et même de la longueur totale, il représente presque le double du premier. Il s'agit donc d'un volume encore plus ambitieux, pour lequel les coordonnateurs n'ont conservé autour d'eux qu'un noyau dur de six personnes. Saluons la prouesse que représente la coordination de tant de plumes, de sensibilités et de spécialités si diverses. Le résultat est à la fois maniable et très riche, tenant en un seul volume, pourvu d'un index très précis et présentant à la fois des réflexions sur les mots et les notions et de véritables états de la question et des débats.

Pourtant, l'ambition véritable de l'entreprise va, me semble-t-il, au-delà : ce livre est une affirmation très forte, démontrant d'une part la richesse de l'historiographie sur le XX^e siècle espagnol et de l'autre le caractère indispensable de l'histoire des concepts. L'introduction soutient avec force la nécessité d'historiciser les notions, concepts et catégories dont l'historien fait usage, pour ne plus tomber dans l'anachronisme de la fausse conscience des acteurs. Il est cependant dommage que les coordonnateurs se contentent de renvoyer, pour certains

aspects théoriques importants, à l'introduction du volume consacré au XIX^e siècle. Certes, les deux livres doivent être considérés comme un tout, mais la répétition a quelquefois du bon, surtout, en l'occurrence, quand on se rapproche du temps présent, et que la tendance à la naturalisation des concepts est plus forte, et surtout pour un débat si délicat pour la profession : quand bien même il ne saurait être question de demander à 45 historiennes et historiens d'adhérer, comme un préalable, à un programme théorique trop exigeant et complet, l'acte d'affirmation que représente ce livre aurait gagné, à mon sens, à incorporer de nouveau les réflexions des Koselleck, Pocock, Richter, Skinner, etc.

Ce travail collectif devrait s'imposer comme une référence indispensable pour l'histoire du XX^e siècle espagnol, non seulement pour les étudiants – nul besoin de s'étendre sur les usages pédagogiques nombreux et variés que l'on peut en faire – mais aussi et surtout, pour la recherche, comme incitation permanente à réfléchir et à débattre en terme d'historicisation des concepts. C'est en effet un programme général que proposent les coordonnateurs : « nous croyons que l'une des tâches à réaliser sans plus attendre par l'historiographie consiste à réfléchir sur les cadres épistémologiques – grandes catégories classificatoires in-

clues – qui supportent depuis longtemps les travaux de l'historien, du sociologue et du politiste » (p. 36, trad. personnelle). Nous avons là bien plus qu'un dictionnaire : l'ensemble des articles peut être reçu comme une première et énorme contribution à cet indispensable débat, et l'importance de l'ouvrage est encore plus grande sur ce plan que sur celui de la synthèse des connaissances et de la cartographie, tout à fait réussie du reste, du siècle passé.

La lecture de ces pages, quel que soit l'ordre adopté est en effet très suggestive pour le chercheur : le spécialiste est en permanence décentré, bousculé dans ses habitudes intellectuelles, sa tendance personnelle et presque fatale à naturaliser, par familiarité avec un terrain et des sources ; mais il peut aussi imaginer de multiples débats entre les différents points de vue, articles, auteurs ou par réaction à certains d'entre eux. La difficulté serait sans doute de trouver un espace et un protocole pour un tel débat, mais les possibilités qu'offre Internet devraient fournir une réponse. Le fait que des programmes de recherche se soient développés ces dernières années dans le domaine très large de l'histoire des concepts ou d'une histoire culturelle sensible à l'historicisation des concepts, est sans doute à mettre en rapport avec l'incitation que constituait déjà l'existence d'un premier volume sur le XIX^e siècle et la commande d'articles pour celui-ci. Les professeurs Fernández Sebastián et Fuentes devraient en tirer une certaine confiance en ce qui concerne la possibilité, après la publication du présent *opus*, d'ouvrir un espace de débat commun à tous ceux et celles qui voudraient bien s'y inscrire.

Des débats pourraient ainsi se développer dans plusieurs directions. Tout d'abord, l'absence de certains mots

pourrait ainsi être comblée ou permettrait surtout de discuter de la pertinence de tel ou tel choix. Il y a par exemple une entrée « Église catholique » mais aucune à « religion » alors que ce terme même a été au cœur de débats, propagandes, mobilisations sociales et politiques, constructions identitaires, etc., au cours d'une bonne partie du siècle. De même, l'étude sur le développement et les difficultés à s'imposer du langage de la « lutte des classes », présente au cœur de l'article « classe ouvrière » et disséminée dans divers autres, aurait peut-être mérité une réflexion à part entière. Enfin, si l'on songe aux apports de la perspective du genre à la discipline, l'article « femme » est bien isolé : les suggestions de lectures en conclusion renvoient plus au thème des femmes qu'à l'histoire d'un concept. De fait, sa fusion avec l'entrée « féminisme » a manifestement orienté sa rédaction de telle sorte que plusieurs dimensions intéressantes sont absentes, par exemple le dialogue, possible entre la notion de femme et ce qui aurait pu constituer une autre entrée, l'adjectif « viril » ou le substantif « virilité », dont l'importance pour ce XX^e siècle n'est pas à démontrer.

D'autres débats pourraient avoir lieu à partir des simples désaccords avec certains articles, ne serait-ce que, pour commencer, entre différents contributeurs du dictionnaire : ainsi la lecture de la série constituée par les articles « patrie », « Espagne », « nation », « nationalisme espagnol » et « nationalisme basque » fait apparaître des nuances et des divergences entre des auteurs. Il faut souligner cependant une sorte de miracle, résultat d'un travail d'édition sans doute harassant : il y a très peu de répétitions, alors même que les angles ouverts par de nombreuses entrées ne cessent de se couper et de se recouper. C'est sans doute aussi le

reflet de la diversité des points de vue et le signe que de nombreuses discussions sont envisageables.

Sur le plan de la méthode, les articles présentent globalement une grande homogénéité – ce qui ne signifie pas pour autant uniformité – et plusieurs articles peuvent apparaître comme des modèles, des réalisations particulièrement abouties des intentions affichées dans l'introduction. C'est le cas du mot « République », que Juliá met tout de suite en jeu au sein d'une constellation qui le fait résonner avec peuple, raison, nation, union, démocratie, révolution, montrant ensuite comment change la configuration des notions autour de son objet. Ce dernier souligne même l'importance de cette approche en écrivant que « la République ne signifiait pas dans l'imagination populaire un simple changement de régime politique ; République était synonyme de changement de vie, compris par chacun en fonction d'intérêts multiples et fragmentaires » (p. 1067), avant d'examiner l'opposition entre la République comme « manière d'être nationale » et « étape de transition » et les diverses connotations du terme.

De même, pour l'article « Société », Osés Gorráiz insiste d'entrée sur la nécessité de faire aller la notion, entendue comme « fait providentiel » de paire avec celle de « propriété » et sur l'idée que, dans la pensée dominante, son corrélat était l'inégalité (de naissance, d'héritage et de hauteur morale). Examinant ensuite ce qu'il identifie comme les quatre projets cherchant à trouver une solution au « problème de la société » (le libéralisme élitiste d'Ortega, le socialisme, l'anarchisme et le fascisme), il note la rigidité des affirmations sur la signification du terme et le déterminisme de telles définitions, lié à la volonté d'offrir une perspective de salut collectif : les dé-

finitions de la société doivent servir à en finir avec les divisions qu'on conçoit au sein de celle-ci. L'auteur fait débattre ces conceptions sans être prisonnier de la chronologie des différents régimes politiques, limité seulement par l'ampleur de la tâche, qui nécessiterait un programme de recherche entier.

Pour l'entrée « Opinion publique », Fernández Sebastián note la « complexité, la sophistication et l'élargissement croissants de ses significations, parallèles à l'augmentation du poids de cette notion dans les discours politiques et sociaux » (p. 878). Particulièrement intéressant est son exposé détaillé des débats des années 1890-1910 sur la question, avec les points de vue du juriste (Posada) et du sociologue (Sales y Ferré). Il relie les discours sur l'opinion publique aux questions de la politique des masses, de la propagande et du rôle des intellectuels, déployant ainsi une arborescence de questionnements et de réflexions qui donnent envie de plonger sans attendre dans les articles correspondants à ces mots. En outre, le traitement du thème est très complet, allant des débats sur la « déficience » de l'opinion publique à la transformation de la notion, d'instance de légitimation de certains discours sur la société et la politique à champ de la connaissance à part entière. Il faut noter enfin l'effort pour rendre compte des débats actuels et passés autour de la notion, effort tout aussi remarquable que celui qu'il produit à propos du mot « modernité » et de la question de la postmodernité ou du postmodernisme, et ceci en mobilisant une grande variété de supports, livres, articles, journaux, etc.

L'article sur le mot « citoyenneté » illustre comme le précédent le fait qu'une notion n'est jamais aussi bien traitée que quand elle est fouillée depuis plusieurs années par l'historien qui en a la

charge, ce qui constitue un argument supplémentaire en faveur du pari des coordonnateurs : encourager, aider, pousser au développement de la perspective d'histoire des concepts. Pérez Ledesma montre tout d'abord le lien entre les discours sur la citoyenneté et sur le caciquisme, l'importance de l'articulation des droits et des devoirs et la relation forte avec les notions de patrie et de patriotisme, faisant ressortir ce qu'il y a de prescriptif dans ces discours. Il examine aussi la popularité, la fréquence de l'usage du terme en fonction des différentes conjonctures politiques : son recul relatif sous la Seconde République par rapport au langage mettant au centre le « peuple », sa disparition ensuite avant son retour à la fin du franquisme, jusqu'à l'usage très intense du présent, du fait du potentiel d'inclusion politique qu'offre le terme.

Les particularités de chaque notion, l'évolution de leur importance et de leur caractère central au sein de différentes configurations sémantiques ont compté dans le traitement réservé par les divers auteurs aux liens entre les mots, à la mesure de la fréquence d'usage et aux fonctions ou aux divers types d'emploi dans les débats, et au-delà même, dans les champs politiques et sociaux. On peut malgré cela, et malgré l'homogénéité méthodologique soulignée plus haut, distinguer une tension entre d'une part, les articles qui déroulent les conceptions de telle ou telle notion par les grandes figures successives de l'intelligentsia espagnole, commençant par Maeztu et Unamuno, poursuivant par Ortega et ensuite par Azaña, et d'autre part ceux qui s'efforcent d'élargir le débat au-delà des maîtres à penser et qui cherchent les évolutions du sens dont l'origine se situe du côté des transformations du réel social et politique, qui poursuivent les réinter-

prétations obligées auxquelles pousse l'irruption contingente des nouveautés dans le réel, réinterprétations nécessaires pour pouvoir dire – et ainsi faire exister – les événements.

De même, si certains articles permettent de repérer le moment, le processus – et ses raisons – de la naturalisation de tel ou tel terme – comme c'est le cas pour « opinion publique » ou pour « mouvement ouvrier » par R. Cruz, signalant même des périodes ou entrent en compétition différents essentialismes – « campesino » d'Izquierdo Martín –, et situent d'emblée le terme dans un dialogue nécessaire avec un environnement sémantique, comme on vient de le voir pour « République » ou « Société », d'autres, dès le départ, ne prennent pas ces précautions, et plus que du mot, traitent de la « chose » – « Parti » ou « Association » par Fernández Sarasola –, versant dans la naturalisation que l'objet de l'ouvrage lui-même est de décourager.

Ces aspects moins réussis, inévitables dans une œuvre d'une telle ampleur, reflètent à mon sens l'état réel du débat dans la profession, ou du moins chez les contemporanéistes et en particulier les « vingtiémistes », sans doute plus menacés que les autres par le danger de la naturalisation des concepts comme le montre la fin de certains articles où l'on sent le poids du présent comme dans « Politique », qui offre un contraste frappant avec « modernité » ou « civilisation ». Mais ils signalent surtout la nécessité de débattre plus profondément des aspects théoriques de l'histoire des concepts et en particulier de deux questions essentielles dont la prise en compte empêcherait tout retour vers une simple histoire des idées où seraient égrenées les conceptions successives d'une notion par la cohorte des grandes figures. Ces questions sont celles des « traditions

discursives » et de « l'intentionnalité », auxquelles l'introduction du volume sur le XIX^e siècle a fait une place, mais dont on ressent l'absence dans celui-ci.

La structure alphabétique du dictionnaire ne permet pas de mettre en valeur des hiérarchies, des répertoires de ressources sémantiques, à la fois ouverts et ordonnés, des configurations au sein desquelles se produisent les évolutions que nous ne pouvons saisir qu'imparfaitement en nous intéressant aux mots un par un. C'est là la dimension qui manque le plus au dictionnaire, malgré les efforts faits par nombre d'auteurs qui, dès les premières lignes de leurs articles, tissent des liens vers des mots connexes et participent à mettre en valeur un réseau que le lecteur contribue lui-même à élaborer par sa lecture plus ou moins orientée, directe ou buissonnière. Ces réseaux de mots risquent pourtant de rester horizontaux, faute de parties rédigées ou serait entreprise de manière systématique leur mise en relation et leur hiérarchisation. Il est certain qu'un tel travail serait nécessairement moins

collectif et beaucoup plus l'expression, la thèse d'un ou deux auteurs, mais il n'en est pas moins nécessaire.

Les propositions de configurations, de réseaux et de hiérarchisations qui pourraient y être faites incorporeraient sans doute aussi une attention systématique à l'intentionnalité dans l'emploi des mots auxquels on s'intéresse. L'action de dire ou d'écrire un mot n'est pas réductible, on le sait, à la dénotation. Dans un certain nombre d'articles, cette dimension est présente dans la réflexion, comme dans « guerre civile » de Fuentes, qui souligne l'importance de l'usage de ce terme dans des discours visant une refondation morale ou une rédemption. Dans « Fascisme », Saz est encore plus explicite quand il explique que les acteurs, en utilisant ce terme, n'interprètent pas une réalité perçue comme fasciste mais interviennent avec une arme dans le débat politique. D'une manière générale, pourtant, cet aspect essentiel de l'histoire des concepts aurait pu faire l'objet d'une attention plus systématique. • François GODICHEAU, *Université de Bordeaux*.

EN 2002 VIO LA LUZ el *Diccionario político y social del siglo XIX español*, dirigido por Javier Fernández Sebastián y Juan Francisco Fuentes. El volumen, editado por Alianza Editorial, constaba de casi ochocientas páginas y participaban en él, además de los dos directores, un total de veinticinco colaboradores. El número de voces seleccionadas era de ciento cuatro, empezando por «Absolutismo» y terminando con «Vascongadas». Fundamentaba el proyecto la voluntad de ofrecer una visión de conjunto sobre el universo léxico y conceptual de la España del siglo XIX, prestando atención sobre todo a los neologismos, tanto a los puros o absolutos, esto es, que

hacían su aparición en aquellos momentos, como a los de sentido. El ochocientos fue una etapa muy importante, en la que se pusieron las bases de un vocabulario que todavía usamos (aunque los sentidos y las definiciones hayan, en muchos casos, evolucionado o cambiado). El diccionario de Fernández Sebastián y Fuentes era una respuesta hispánica al auge de la historia de los conceptos y a la progresiva centralidad del lenguaje en el campo historiográfico. Las influencias de autores como Reinhart Koselleck, John G. A. Pocock o Quentin Skinner –pero, también, Hans-Georg Gadamer, Pierre Rosanvallon, Maurice Tournier o Jacques Guilhaumou– resultaban más que evidentes.

Los impulsores del proyecto ponían fin a la larga introducción del *Diccionario político y social del siglo XIX español* con las palabras siguientes: «Nuestro mundo “envejece” tan deprisa que no parece aventurado suponer que muy pronto será necesario un diccionario similar a éste referido al siglo XX para orientarnos en el bosque de significados del novecientos». Y, a renglón seguido, añadían: «Concluimos con una esperanza, que constituye más bien la formulación de un deseo. Confiamos en que este diccionario atraiga la atención de los historiadores hacia un nuevo campo de investigación que está llamado a conocer un importante desarrollo en el futuro. En este sentido, analizar el contenido de los principales conceptos políticos y sociales del XIX y su mutación pudiera ser sólo el primer paso de una larga andadura que finalmente debiera llevarnos a la elaboración de un gran diccionario histórico de nuestro léxico político-social similar al *Geschichtliche Grundbegriffe* de Brunner, Conze y Koselleck, una herramienta que sin duda sería fundamental para todos los que nos interesamos por la evolución histórica de la civilización española».

El deseo que expresaban los autores en 2002 no es todavía una realidad, pero pienso que se están poniendo las bases para que lo pueda ser en algún momento. El proyecto *Iberconceptos*, por ejemplo, que lidera Javier Fernández Sebastián, va claramente en esta línea, como puede verse en la primera entrega publicada: *Diccionario político y social del mundo iberoamericano* (Madrid, Fundación Carolina-Sociedad Estatal de Conmemoraciones Culturales-Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2009, 1.422 páginas). Sea como fuere, lo que sí es ya una realidad, pocos años después, en 2008, es el dicciona-

rio referido a la España del siglo XX. Como en el caso anterior, lo ha editado Alianza Editorial y lo han dirigido Javier Fernández Sebastián y Juan Francisco Fuentes, catedráticos, respectivamente, en la Universidad del País Vasco y en la Universidad Complutense de Madrid. La continuidad entre el producto de 2002 y el que vio la luz en 2008 resulta palmaria. Únicamente los distinguen el aumento, en la última obra, de páginas – casi mil cuatrocientas –, de entradas y de colaboradores. Ciento veinticinco voces, desde «Administración» hasta «Utopía», componen el corpus semántico del diccionario. Como en la obra anterior, está dividido en tres partes: introducción –si en el volumen del siglo XIX se dedicaban muchas páginas a las cuestiones historiográficas y metodológicas, en éste abundan las referencias a las cuestiones específicas del novecientos español–, voces y bibliografía. Una mención muy especial merece el detalladísimo índice analítico final, que favorece las búsquedas cruzadas y enriquece el número de conceptos abordados.

Junto a los dos directores, que resultan al mismo tiempo los autores más prolíficos –Fernández Sebastián participa en la elaboración de catorce entradas, mientras que Fuentes lo hace en diecinueve–, han colaborado un total de cuarenta y tres personas. Se ha acudido a las personas que formaban parte de los equipos creados por los dos directores, pero, asimismo, a muchas personas externas, auténticos especialistas en algunos de los campos a los que pueden adscribirse los distintos conceptos. En ocasiones, un autor solamente se ocupa de una o dos voces, como es el caso de José Álvarez Junco («España»), Ángeles Barrio («Sindicato»), Andrés de Blas («Nación», «Nacionalismo español»), Mercedes Cabrera («Economía»), José Luis de

la Granja («Nacionalismo vasco»), Josep Maria Fradera («Catalanismo»), Javier Moreno Luzón («Liberalismo»), Manuel Pérez Ledesma («Burguesía», «Ciudadanía»), Fernando del Rey («Empresario», «Patronal»), Germán Rueda («Emigración») o, para no alargar mucho esta relación de autores y voces, Patxo Unzueta («Corrupción», «Terrorismo»). La opción me parece excelente, pues favorece claramente la calidad y ambición del diccionario. Naturalmente, crea, asimismo, diferencias entre las maneras de abordar y desarrollar las voces. Cierto es que existe una notable distancia entre las entradas de los directores de la obra y las de algún que otro colaborador, pero no lo considero un problema, pues de un lado resulta enriquecedor y, de otro, existen siempre unas bases comunes a partir de las cuales cada autor despliega su saber. La tarea de los coordinadores ha sido, sin ningún lugar a dudas, impresionante. Este diccionario no constituye solamente un conjunto de voces y entradas, sino también, al mismo tiempo, un conjunto de auténticos ensayos históricos y analíticos en torno a los principales conceptos políticos y sociales de la España del siglo xx (con lógicos desplazamientos hacia el siglo xix y hacia la actual centuria).

En una obra de este tipo resulta inevitable echar en falta alguna que otra voz. Los autores son claramente conscientes de ello. Yo hubiera añadido «Rojo», de uso muy frecuente en el novecientos hispánico y que hubiera permitido reflexionar sobre el uso en política del vocabulario cromático. Debo decir, no obstante, que están las fundamentales. Asimismo, en algunas ocasiones la opción escogida puede inducir a confusión. Estoy pensando, por ejemplo, en la inclusión como voz de «Catalanismo» y no de «Nacionalismo catalán», que única-

mente es citada para referirnos a la primera. Quedan fuera, de esta manera, los debates políticos e historiográficos recientes sobre si con estos dos términos se hace referencia a una misma realidad o no, en los que participaron desde Ernest Lluch a Pasqual Maragall, pasando, entre muchos otros, por Josep Termes y Agustí Colomines. En este sentido, la pareja «Tradicionalismo»- «Carlismo» está resuelta de manera más adecuada. Finalmente, una tercera consideración puede ser hecha a manera de crítica, en el buen sentido de la palabra, que una obra de estas características, que es además excelente, merece. Me refiero al contenido de las distintas entradas. Como seguramente no puede ser de otra forma, siempre podemos encontrar algo que falta o algo que, desde nuestro punto de vista, debería ser añadido. Permítanme un simple ejemplo. En la entrada «Memoria histórica», redactada por Paloma Aguilar, he echado en falta una reflexión sobre eso que en algunas autonomías, en especial Cataluña –piénsese en el flamante *Memorial Democràtic*–, ha venido en llamarse «memoria democrática», que separa de manera simplista y demagógica en dos campos (demócratas y no demócratas) a los combatientes en la guerra de 1936-1939. Seguramente otros casos podrían ser citados. Insisto: resulta absolutamente inevitable. Lo realmente importante, desde mi punto de vista, es que la dialéctica entre las palabras y las cosas, entre las nociones y las experiencias, tan cara a la historia conceptual, se nos presenta de manera adecuada.

El mundo de las palabras y de los conceptos está en permanente evolución. Los directores del diccionario distinguen tres etapas en el novecientos hispánico: la crisis del parlamentarismo, el régimen de Franco y, por último, la transición y la democracia. La entrada

en el siglo XXI merece, asimismo, consideraciones específicas, como la tan manida discusión sobre el *Estatut* catalán y la sentencia del Tribunal Constitucional de junio de 2010, o bien los efectos de los atentados terroristas del 11 de septiembre, ponen de manifiesto. Se trata de etapas generales, que cada una de las voces del diccionario se ocupa de ejemplificar, matizar y, a veces, contradecir. Muchas de las más de cien palabras incluidas en el volumen no son, ni mucho menos, específicamente españolas. Los coordinadores consideran que ocho de cada diez, como mínimo, pueden considerarse europeísmos u occidentalismos, es decir, integrantes de un léxico común euroamericano en el siglo XX. El proceso de convergencia lingüística se nos antoja imparabile.

Estamos, en definitiva, ante una obra muy ambiciosa y excelente, que se va a convertir, desde ya mismo, en referencia bibliográfica e histórica imprescindible. Los dos directores del proyecto, Javier Fernández Sebastián y Juan Francisco Fuentes, han llevado a cabo con éxito una tarea de amplísimas dimensiones. Y por ello merecen una entusiasta felicitación. Aquel encomiable deseo expresado por estos autores, en 2002, sobre la necesaria elaboración de un

gran diccionario histórico de nuestro léxico político-social, a imagen del que prepararon los alemanes Otto Brunner, Werner Conze y Reinhart Koselleck, está mucho más cerca de ser una realidad. Para llegar a ello, en el caso español, dos pasos o fases han sido necesarios. En primer lugar, los trabajos pioneros y algo aislados de autores como Pedro Álvarez de Miranda, María Cruz Seoane –el libro *El primer lenguaje constitucional español (las Cortes de Cádiz)*, de 1968, ha sido muy utilizado y citado–, Doris Ruiz Otín o, entre algunos otros, María Paz Battaner, con su *Vocabulario político-social en España (1868-1873)*, publicado en 1977. Otros intentos, más contemporáneos, como el de François Godicheau sobre la Guerra civil española, *Les mots de la guerre d'Espagne* (2003), han resultado de muchísimo menos interés. La segunda fase está totalmente capitalizada por los dos volúmenes dirigidos por Javier Fernández Sebastián y Juan Francisco Fuentes, el *Diccionario político y social del siglo XIX español* y el *Diccionario político y social del siglo XX español*. Tras este par de importantísimas obras, la historiografía española se encuentra ya en condiciones para ir preparando un encuentro en la tercera fase. Jordi CANAL, *EHESS*.

**Aurora EGIDO, *El barroco de los modernos. Despunttes y pespunttes*,
Valladolid, Cátedra Miguel Delibes, Universidad de Valladolid,
2009, 292 p.**

• Antonio CARREIRA y Laurence BREYSSE-CHANET

LA CRÍTICA LITERARIA en el último siglo ha crecido en autonomía y autorreferencia, de tal forma que mucho de lo que ahora se escribe podría llamarse también metacrítica, algo que deja los textos propia-

mente literarios en un segundo plano y se dedica a revisar los conceptos que los clasifican, las fases en que se encasillan, y los autores que con ellos y en ellas construyen, reconstruyen o deconstruyen la historia literaria. Una actividad